

26 SEP. 2023

Pau, le

ARRETE N° AP-2023-0341

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.413-14 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n°AP-2023-0160 en date du 19 avril 2023 limitant la vitesse des véhicules à 30 km/h au droit du groupe scolaire Nandina Park sur l'avenue Honoré Baradat ;

Considérant la création d'un plateau surélevé rue Saint-Michel, avenue Honoré Baradat et rue Jean Jaurès afin d'assurer la sécurité des usagers et des riverains ;

Considérant que l'installation d'un plateau surélevé nécessite de limiter la vitesse des véhicules au droit dudit dispositif ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de limiter la vitesse des véhicules rue Saint-Michel, avenue Honoré Baradat et rue Jean Jaurès ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal n°AP-2023-0160 en date du 19 avril 2023 qui limite la vitesse des véhicules à 30 km/h au droit du groupe scolaire Nandina Park sur l'avenue Honoré Baradat est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Tout conducteur abordant les plateaux surélevés créés au droit de l'intersection formée par la rue Saint-Michel et l'avenue Honoré Baradat et l'intersection formée par l'avenue Honoré Baradat et rue Jean Jaurès, est tenu de réduire son allure à la vitesse maximale de 30km/h.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

26 SEP. 2023


Clarisse JOHNSON LE TOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire